



PARIS, JEUDI 9 AVRIL 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE

Brice HORTEFEUX et Nadine MORANO signent la convention d'objectifs et de gestion 2009-2012 avec la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville, Brice HORTEFEUX, la secrétaire d'État chargée de la famille, Nadine MORANO, le président et le directeur de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), Jean-Louis DEROUSSSEN et Hervé DROUET, ont signé, jeudi 9 avril 2009, au ministère de la famille, la convention d'objectifs et de gestion (COG) 2009-2012 de la branche famille. Cette convention définit les engagements respectifs de l'État et de la branche famille de la sécurité sociale pour quatre ans.

La COG 2009-2012 a été approuvée majoritairement, mardi, par le conseil d'administration de la CNAF.

Brice HORTEFEUX, Nadine MORANO et Jean-Louis DEROUSSSEN se sont félicités de l'accord conclu qui permettra à la branche Famille de continuer à apporter aux familles les aides et le soutien nécessaires.

La COG intègre ainsi une progression annuelle moyenne des crédits d'action sociale de la branche famille de 7,5% sur quatre ans, soit 1,25 milliard d'euros supplémentaires en 2012 par rapport à 2008.

Ce fort investissement financier permettra de soutenir une politique familiale et sociale efficace et adaptée aux besoins des familles.

Il permettra notamment de financer 100 000 places nouvelles en accueil collectif pour les jeunes enfants. Par ailleurs, 340 000 enfants supplémentaires pourront être accueillis dans les centres de loisirs. Des mesures spécifiques en faveur des adolescents seront, en outre, financées sur la période 2009-2012 afin de favoriser les actions en direction de la jeunesse et de renforcer le partenariat avec les collectivités locales.

Concernant les emplois dans la branche famille, la convention prévoit 1 257 embauches immédiates. Ces emplois permettront aux Caf de maintenir leur capacité d'intervention à un haut de niveau de qualité de service au bénéfice des allocataires, notamment dans la perspective de la mise en œuvre du revenu de solidarité active (RSA) dès le 1er juin prochain.

Les effectifs de la branche sont préservés pour tenir compte de l'accroissement de ses missions : en 2012, ils seront supérieurs de 80 emplois par rapport à ceux de 2008.